

Loi sur l'assainissement des finances de l'Etat

## Le 26 avril, votez et faites voter NON à la LAFE !

Le dimanche 26 avril, la population fribourgeoise est appelée à se prononcer sur la Loi sur l'assainissement des finances de l'Etat (LAFE). La LAFE fait partie d'un vaste plan d'austérité du Conseil d'Etat, le Programme d'assainissement des finances de l'Etat (PAFE), qui déroulera ses effets sur 3 ans, soit de 2026 à 2028.

Après les fortes mobilisations de la fonction publique et

parapublique fribourgeoise, au printemps et en automne derniers, le référendum lancé contre la LAFE a réuni 10'419 signatures (11'756 déposées). C'est considérable, et cela confirme l'opposition d'une vaste partie du personnel et de la population à un plan d'austérité qui se fera au détriment de la qualité des services publics. Hôpitaux sous pression, moyens insuffisants à l'école, financement revu à la baisse

pour les institutions sociales, augmentation des prix en EMS : c'est l'ensemble de la population fribourgeoise qui subira les conséquences négatives de la LAFE et du PAFE.

Le personnel, de son côté, subirait des coupes salariales considérables, et une dégradation notable des conditions de travail. (voir en page 6).

Dans ce numéro d'*Infos syndicales*, nous revenons sur les principaux enjeux de cette votation. Vous trouverez, également, une interview du Professeur en macroéconomie et en économie monétaire de l'Université de Fribourg, Sergio Rossi. Ce dernier confirme notre constat : les finances de l'Etat de Fribourg se portent bien, et un plan d'austérité comme l'envisage le Conseil d'Etat est, clairement, la mauvaise piste.

Nous vous invitons à voter «NON» à la LAFE et, surtout, à inviter vos collègues et vos proches à faire de même. Ensemble, nous pouvons défendre et valoriser un service public qui réponde aux besoins de la population fribourgeoise. Ensemble, nous pouvons gagner cette votation !

Commandez nos flyers, et faites circuler les vidéos publiées sur les réseaux sociaux du SSP : instagram ([ssp\\_fribourg](https://www.instagram.com/ssp_fribourg)) et facebook ([Ssp.region.fribourg](https://www.facebook.com/Ssp.region.fribourg)).

COUPER DANS



LES EMS ?

LES CRÈCHES ?

LES TRANSPORTS PUBLICS ?

ET LES HÔPITAUX ?

**NON!**  
**À LA LAFE**

le 26 avril

[non-lafe.ch](http://non-lafe.ch)

[ssp-fribourg.ch](http://ssp-fribourg.ch)



# « Les finances publiques du Canton de Fribourg ne sont pas du tout dans une situation difficile à gérer »

**Les Fribourgeois-ses ayant le droit de vote se prononceront le 26 avril sur la «Loi sur l'assainissement des finances de l'État», que combat le SSP. Point de situation avec Sergio Rossi, professeur ordinaire de macroéconomie et d'économie monétaire à l'Université de Fribourg.**

**GAÉTAN ZURKINDEN. INTERVIEW**

**L'État de Fribourg a une fortune nette de 590 millions de francs, et le dernier déficit aux comptes remonte à l'année 2013, soit il y a 13 ans. Et cela, malgré de nombreuses baisses d'impôts qui ont diminué les recettes fiscales potentielles et profité surtout aux plus aisé-e-s. Quelle évaluation faites-vous de la situation financière de l'État de Fribourg?**

**Sergio Rossi** – Les finances publiques du Canton de Fribourg ne sont pas du tout dans une situation difficile à gérer, au vu des résultats affichés depuis bien des années sur le plan comptable, qui montrent une situation financière assez solide. Or, il y aurait bien des raisons pour augmenter les dépenses publiques afin de soutenir et relancer les activités économiques qui bénéficient à l'ensemble de la population, au lieu de regarder en premier lieu le solde annuel du compte de résultats et de continuer à croire que la diminution des barèmes de l'impôt sur le revenu et sur le patrimoine des personnes les plus riches, ainsi que la diminution du barème de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, vont faire augmenter les recettes fiscales. En fait, l'évidence empirique montre bien le contraire, à savoir une augmentation des recettes fiscales faible et moins que proportionnelle à l'augmentation du revenu et de la richesse dans l'économie fribourgeoise. En effet, les personnes qui bénéficient des baisses fiscales ne vont pas augmenter leurs dépenses dans l'économie où elles paient leurs impôts, vu que, de manière générale, elles placent leurs épargnes non-liquides sur les marchés financiers, qui sont désormais globalisés à l'échelle mondiale.

**En 2014-2016, l'État de Fribourg avait déjà imposé un plan d'austérité douloureux. Dès la fin de ce plan d'économies, il a introduit des baisses fiscales importantes: impôt sur le bénéfice et le capital des entreprises, impôt sur le revenu, etc. Comment caractérisez-vous cette politique fiscale ?**

Il s'agit d'une politique fiscale dont les conséquences, en fait, péjorent la situation des finances publiques cantonales, étant donné que les contribuables concerné-e-s par ces baisses fiscales n'ont aucune intention de dépenser dans l'économie cantonale l'argent épargné suite à la diminution de leurs charges fiscales. Cela va donc réduire l'excédent budgétaire, voire augmenter le déficit public, induisant les décideurs-euses politiques à réduire les dépenses publiques afin d'assurer un prétendu équilibre budgétaire qui, dans la réalité des faits, frappe négativement bien des ménages et des petites et moyennes entreprises au sein de l'économie cantonale. Il s'agit d'une politique qui vise à «affamer la bête», comme cela a été expliqué par les tenant-e-s de la pensée néolibérale aux États-Unis déjà lors des coupes budgétaires de

l'Administration de Ronald Reagan durant les années 1980. Si les recettes fiscales diminuent, il faut alors couper dans les dépenses publiques afin de respecter la règle de l'équilibre budgétaire ou celle du frein à l'endettement. Cela déclenche un cercle vicieux qui fait du mal aux activités économiques et aux personnes les plus fragiles sur le plan financier.

**Fribourg est un canton en forte croissance démographique. Les besoins, notamment pour les jeunes, augmentent. Ne serait-il pas plus rationnel – pour répondre aux besoins de la population – de développer les prestations, plutôt que de limiter les dépenses?**

Il s'agit d'une nécessité de plus en plus évidente, qu'il s'agisse de l'instruction, de la santé ou des transports publics, pour ne mentionner que quelques domaines importants pour le bien commun. De surcroît, il faudrait que l'État investisse davantage dans la transition écologique, avec le soutien de l'ensemble des institutions financières fribourgeoises, à savoir les banques, les assurances, les caisses de pension et les autres institutions financières non-bancaires. D'un point de vue macroéconomique, il convient d'investir davantage dans ces domaines plutôt que d'attendre que la situation se péjore, parce que le second terme de l'alternative comporterait la nécessité de financer encore plus de coûts d'ordre financier mais aussi d'ordre social à travers l'ensemble de l'économie fribourgeoise, tout en éloignant davantage les citoyen-ne-s des décideurs-euses politiques lors des votes populaires. Il faut arrêter de prétendre que l'État est un adversaire des entreprises privées car, comme on l'a bien vu durant la crise

du Covid ainsi que lors du crash de Credit Suisse, sans le support du secteur public l'économie privée souffrirait bien davantage lors des turbulences financières ou des crises sanitaires ou géopolitiques.

**Au contraire d'autres cantons (Vaud, Genève, Jura, Neuchâtel,...), sans même parler du contexte international, Fribourg a l'interdiction presque absolue d'avoir un déficit dans son budget de fonctionnement. Que penser de telles contraintes financières?**

Il s'agit en fait d'un principe erroné, car l'équilibre du compte de résultats affecte négativement l'ensemble de l'économie lorsque cette règle est appliquée en premier lieu et principalement du côté des dépenses publiques, qui sont dès lors réduites afin de ne pas dépasser le montant des recettes fiscales. En fait, il faudrait partir du montant des recettes fiscales que l'État doit récolter pour satisfaire les besoins de l'ensemble des parties prenantes dans le Canton, à savoir les personnes physiques et les personnes morales. Autrement dit, il faudrait prélever des impôts pour le montant dont l'État a besoin afin de financer les dépenses publiques nécessaires pour le bien commun, au lieu de renverser la vapeur et couper les dépenses publiques qui dépassent les recettes fiscales attendues ou déjà récoltées. Le résultat comptable des finances publiques ne doit pas être le point de départ des décisions politiques, mais la conséquence de celles-ci, si les décideurs-euses politiques œuvrent dans l'intérêt général pour l'ensemble de la population.



## Finances publiques fribourgeoises Une situation idyllique !

Le Conseil d'Etat justifie son plan d'austérité par un contexte financier dégradé. C'est totalement faux : la situation des finances de l'Etat de Fribourg est idyllique :

- La fortune de l'Etat de Fribourg est de **590 millions de francs**.
- Les 11 derniers exercices comptables ont été **bénéficiaires** (2014 à 2024).

L'Etat de Fribourg a **une fortune nette** équivalente à 2,7% de son PIB ; dans la « zone euro », les Etats ont un **taux d'endettement net**, rapporté au PIB, de 87%. Ce seul indicateur montre la santé éclatante des finances de l'Etat de Fribourg.

## Le personnel passe à la casserole

Pour le Conseil d'Etat, la LAFE et le PAFE seraient équilibrés. C'est loin d'être le cas : le personnel du service public et parapublic devrait assumer **70% de l'ensemble des mesures d'économies prévues**. En plus des coupes salariales (voir ci-dessous), la LAFE et le PAFE prévoient :

- Un report de plusieurs années de la **revalorisation salariale des fonctions de la santé**, et de **plusieurs autres fonctions** : gardes-faune, bibliothécaires, notamment.
- Le **gel des indemnités pour inconvénients de service** : travail de nuit, du dimanche, horaires irréguliers. C'est la fin de toute concrétisation de l'**initiative sur les soins infirmiers forts**.

Par ailleurs, la LAFE et le PAFE auront également pour conséquence une refonte totale de la grille des salaires : **suppression définitive du système des augmentations annuelles, et généralisation du salaire au mérite**.

## Des cadeaux fiscaux à gogo

Depuis 2017, le Conseil d'Etat a profité de l'excellente santé financière de l'Etat pour offrir des **cadeaux fiscaux considérables aux hauts revenus et aux actionnaires** : baisse massive de l'impôt sur le bénéfice et le capital des entreprises, de l'impôt sur la fortune, ou de l'impôt sur les prestations en capital.

La diminution de l'imposition sur les personnes physiques profite également surtout aux plus aisé-e-s : plus on gagne, plus l'économie est importante !

Ces cadeaux fiscaux privent le canton de **180 millions de recettes annuelles**. Et dorénavant, le Conseil d'Etat veut les récupérer en puisant dans la poche de celles/ceux qui peinent à boucler les fins de mois !

# «Die öffentlichen Finanzen des Kantons Freiburg befinden sich keineswegs in einer schwierigen Lage»

Die stimmberechtigten Freiburger-innen werden am 26. April über das «Gesetz zur Sanierung der Kantonsfinanzen» abstimmen, das vom VPOD bekämpft wird. Sergio Rossi, ordentlicher Professor für Makroökonomie und Geldwirtschaft an der Universität Freiburg, gibt einen Überblick über die aktuelle Lage.

## GAÉTAN ZURKINDEN. INTERVIEW

**Der Kanton Freiburg verfügt über ein Nettovermögen von 590 Millionen Franken, und das letzte Defizit in den Konten stammt aus dem Jahr 2013, also vor 13 Jahren. Und das trotz zahlreicher Steuersenkungen, die die potenziellen Steuereinnahmen verringert und vor allem den Wohlhabenden zugute gekommen sind. Wie beurteilen Sie die finanzielle Lage des Kantons Freiburg?**

**Sergio Rossi** – Die öffentlichen Finanzen des Kantons Freiburg befinden sich keineswegs in einer schwierigen Lage, wenn man die seit vielen Jahren erzielten Ergebnisse betrachtet, die eine recht solide Finanzlage zeigen. Es gäbe jedoch viele Gründe, die öffentlichen Ausgaben zu erhöhen, um die Wirtschaftstätigkeit zu unterstützen und anzukurbeln, was der gesamten Bevölkerung zugutekommen würde, anstatt in erster Linie auf den Jahresüberschuss der Erfolgsrechnung zu schauen und weiterhin daran zu glauben, dass die Senkung der Einkommens- und Vermögenssteuersätze für die reichsten Personen sowie die Senkung des Steuersatzes für Unternehmensgewinne zu höheren Steuereinnahmen führen werden. Tatsächlich zeigen empirische Daten jedoch das Gegenteil, nämlich einen geringen Anstieg der Steuereinnahmen, der weniger als proportional zum Anstieg des Einkommens und des Vermögens in der Freiburger Wirtschaft ist. Tatsächlich werden Personen, die von Steuersenkungen profitieren, ihre Ausgaben in der Wirtschaft, in der sie ihre Steuern zahlen, nicht erhöhen, da sie ihre nicht liquiden Ersparnisse in der Regel auf den Finanzmärkten anlegen, die mittlerweile weltweit globalisiert sind.

**In den Jahren 2014 bis 2016 hatte der Kanton Freiburg bereits einen schmerzhaften Sparplan durchgesetzt. Nach Ablauf dieses Sparplans führte er erhebliche Steuersenkungen ein: Gewinn- und Kapitalsteuer für Unternehmen, Einkommenssteuer usw. Wie würden Sie diese Steuerpolitik charakterisieren?**

Es handelt sich um eine Steuerpolitik, deren Folgen die Lage der kantonalen Finanzen tatsächlich verschlechtern, da die von diesen Steuersenkungen betroffenen Steuerzahler nicht die Absicht haben, das durch die Verringerung ihrer Steuerlast eingesparte Geld in der kantonalen Wirtschaft auszugeben. Dies wird also den Haushaltsüberschuss verringern oder sogar das öffentliche Defizit erhöhen, was die politischen Entscheidungsträger dazu veranlassen wird, die öffentlichen Ausgaben zu kürzen, um einen angeblichen Haushaltsausgleich zu gewährleisten, der in Wirklichkeit viele Haushalte und kleine und mittlere Unternehmen innerhalb der kantonalen Wirtschaft negativ trifft. Es handelt sich um eine Politik, die darauf abzielt, «das Biest auszuhungern», wie es die Verfechter des neoliberalen Gedankenguts in den Vereinigten Staaten bereits während der Haushaltskürzungen der

Regierung Ronald Reagans in den 1980er Jahren erklärt haben. Wenn die Steuereinnahmen sinken, müssen die öffentlichen Ausgaben gekürzt werden, um die Regel des ausgeglichenen Haushalts oder die Schuldenbremse einzuhalten. Dies löst einen Teufelskreis aus, der der Wirtschaftstätigkeit und den finanziell schwächsten Menschen schadet.

**Freiburg ist ein Kanton mit starkem Bevölkerungswachstum. Der Bedarf, insbesondere für junge Menschen, steigt. Wäre es nicht sinnvoller, die Leistungen auszubauen, anstatt die Ausgaben zu begrenzen, um den Bedürfnissen der Bevölkerung gerecht zu werden?**

Dies ist eine immer offensichtlicher werdende Notwendigkeit, sei es im Bildungswesen, im Gesundheitswesen oder im öffentlichen Verkehr, um nur einige Bereiche zu nennen, die für das Gemeinwohl wichtig sind. Darüber hinaus müsste der Staat mehr in den ökologischen Wandel investieren, und zwar mit der Unterstützung aller Freiburger Finanzinstitute, d. h. Banken, Versicherungen, Pensionskassen und anderer Nichtbanken-Finanzinstitute. Aus makroökonomischer Sicht sollte man lieber mehr in diese Bereiche investieren, anstatt abzuwarten, bis sich die Situation verschlechtert, denn die zweite Alternative würde bedeuten, dass noch mehr finanzielle, aber auch soziale Kosten in der gesamten Freiburger Wirtschaft finanziert werden müssten, während sich die Bürger-innen bei Volksabstimmungen noch weiter von den politischen Entscheidungsträgern entfernen würden. Man muss aufhören, so zu tun, als sei der Staat ein Gegner privater Unternehmen, denn wie wir während der Covid-Krise und beim Zusammenbruch der Credit Suisse deutlich gesehen haben, würde die Privatwirtschaft ohne die Unterstützung des öffentlichen Sektors unter finanziellen Turbulenzen oder gesundheitlichen oder geopolitischen Krisen viel stärker leiden.

**Im Gegensatz zu anderen Kantonen (Waadt, Genf, Jura, Neuenburg usw.), ganz zu schweigen vom internationalen Kontext, gilt in Freiburg ein fast absolutes Verbot, ein Defizit im Verwaltungshaushalt zu haben. Was ist von solchen finanziellen Zwängen zu halten?**

Dies ist jedoch ein falscher Ansatz, da sich eine ausgeglichene Gewinn- und Verlustrechnung negativ auf die gesamte Wirtschaft auswirkt, wenn diese Regel in erster Linie und vor allem auf der Seite der öffentlichen Ausgaben angewendet wird, die dann gekürzt werden, um die Steuereinnahmen nicht zu überschreiten. Tatsächlich müsste man von den Steuereinnahmen ausgehen, die der Staat einnehmen muss, um die Bedürfnisse aller Beteiligten im Kanton, d. h. natürlicher und juristischer Personen, zu befriedigen. Mit anderen Worten: Es müssten Steuern in der Höhe erhoben werden, die der Staat benötigt, um die für das Gemeinwohl notwendigen öffentlichen Ausgaben zu finanzieren, anstatt den Spieß umzudrehen und die öffentlichen Ausgaben zu kürzen, die über die erwarteten oder bereits eingenommenen Steuereinnahmen hinausgehen. Das Bilanzergebnis der öffentlichen Finanzen darf nicht Ausgangspunkt für politische Entscheidungen sein, sondern muss deren Folge sein, wenn die politischen Entscheidungsträger-innen im allgemeinen Interesse der gesamten Bevölkerung handeln.

Am Sonntag, 26. April, ist die Freiburger Bevölkerung aufgerufen, über das Gesetz zur Sanierung der Kantonsfinanzen (SKfG) abzustimmen. Das SKfG ist Teil eines umfassenden Sparplans des Staatsrats, dem Programm zur Sanierung der Kantonsfinanzen (PSKF), das sich über drei Jahre erstreckt: von 2026 bis 2028.

Nach den starken Mobilisierungen des öffentlichen und subventionierten Dienstes in Freiburg im Frühjahr und Herbst letztes Jahres wurden für das Referendum gegen diesen Sparplan 10'419 Unterschriften gesammelt (11'756 eingereicht). Das ist beachtlich und bestätigt die Ablehnung eines grossen Teils der Bevölkerung gegenüber einer Politik, die zu Lasten der öffentlichen Dienste geht. Spitäler unter Druck, unzureichende Mittel für Schulen, Kürzungen bei der Finanzierung sozialer Einrichtungen, Preisanstieg in Pflegeheimen: Die gesamte Freiburger Bevölkerung wird unter den negativen Folgen des SKfG und des PSKF leiden. Das Personal seinerseits müsste erhebliche Lohnkürzungen und eine deutliche Verschlechterung der Arbeitsbedingungen hinnehmen.

In dieser Ausgabe von «Infos syndicales» gehen wir auf

die wichtigsten Themen dieser Abstimmung ein. Ausserdem finden Sie ein Interview mit Sergio Rossi, Professor für Makroökonomie und Geldwirtschaft an der Universität Freiburg. Dieser bestätigt unsere Einschätzung: Die Finanzen des Kantons Freiburg sind in guter Verfassung, und ein Sparplan, wie ihn der Staatsrat vorsieht, ist eindeutig der falsche Weg.

**Wir laden Sie ein, mit «NEIN» zur SKfG zu stimmen und vor allem Ihre Kollegen und Angehörigen dazu aufzufordern, dasselbe zu tun. Gemeinsam können wir einen öffentlichen Dienst verteidigen und aufwerten, der den Bedürfnissen der Freiburger Bevölkerung entspricht. Gemeinsam können wir diese Abstimmung gewinnen!**

**Bestellen Sie unsere Flyer und verbreiten Sie die Videos, die auf den sozialen Netzwerken des SSP veröffentlicht wurden: Instagram ([ssp\\_fribourg](https://www.instagram.com/ssp_fribourg)) und Facebook ([Ssp.region.fribourg](https://www.facebook.com/Ssp.region.fribourg)).**

## Das Personal muss bluten

Nach Ansicht des Staatsrats sind das Gesetz über die Sanierung der Staatsfinanzen (SKfG) und das Programm zur Sanierung der Staatsfinanzen (PSKF) ausgewogen. Das ist jedoch bei weitem nicht der Fall: Die Beschäftigten des öffentlichen und subventionierten Dienstes müssten **70 % aller geplanten Sparmassnahmen tragen**. Zusätzlich zu den Gehaltskürzungen (siehe unten) sehen das SKfG und das PSKF Folgendes vor:

- Eine mehrjährige **Verschiebung der Gehaltserhöhung für Berufe im Gesundheitswesen** und mehrere andere Berufe, darunter Wildhüter und Fischereiaufseher, oder Bibliothekare.
- **Einfrieren der Zulagen für Dienstnachteile**: Nachtarbeit, Sonntagsarbeit, unregelmäßige Arbeitszeiten. Das ist **das Ende der Umsetzung der vom Volk angenommenen Pflegeinitiative**.

Darüber hinaus werden das SKfG und das PSKF auch eine vollständige Überarbeitung der Gehaltstabelle zur Folge haben: **endgültige Abschaffung des Systems der jährlichen Gehaltserhöhungen und allgemeine Einführung von leistungsbezogenen Gehältern**.

## Unterentwickelte öffentliche Dienste

Der Staatsrat geht davon aus, dass es zu einer unkontrollierten «Explosion» der Staatsausgaben kommen würde. **Das ist völlig falsch**.

Ein Vergleich der Ausgabenstruktur im Kanton Freiburg kommt zu dem Schluss, dass die gesamten Betriebs- und Investitionsausgaben **pro Einwohner um 357 Franken unter denen der 23 anderen Vergleichskantone liegen**. Die Analyse wurde vom Hochschulinstitut für öffentliche Verwaltung (IDHEAP) der Universität Lausanne durchgeführt... im Auftrag des Staatsrats!

## Öffentlichen Finanzen des Kantons Freiburg Eine idyllische Lage!

Der Staatsrat begründet seinen Sparplan mit einer verschlechterten Finanzlage. Das ist völlig falsch: Die Finanzlage des Kantons Freiburg ist idyllisch:

- Das Vermögen des Kantons Freiburg beträgt **590 Millionen Franken**.
- Die letzten elf Jahresabschlüsse des Kantons waren **gewinnbringend** (2014 bis 2024).

Der Kanton Freiburg verfügt über ein **Nettovermögen** in Höhe von 2,7 % seines BIP (Bruttoinlandsprodukt); in der «Eurozone» haben die Staaten eine **Verschuldungsquote** von 87 % im Verhältnis zum BIP. Allein dieser Indikator zeigt die hervorragende Finanzlage des Kantons Freiburg.

## Steuergeschenke in Hülle und Fülle

Seit 2017 nutzt der Staatsrat die ausgezeichnete Finanzlage des Staates, um **Hochverdienern und Aktionären erhebliche Steuergeschenke zu machen**: massive Senkung der Gewinn- und Kapitalsteuer für Unternehmen, der Vermögenssteuer oder der Steuer auf Kapitaleistungen.

Von der Senkung der Besteuerung natürlicher Personen profitieren ebenfalls vor allem die Wohlhabendsten: Je mehr man verdient, desto größer ist die Ersparnis!

Diese Steuergeschenke bringen dem Kanton jährlich **180 Millionen Franken an Einnahmeverlusten**. Und nun will der Staatsrat diese Verluste wieder hereinholen, indem er denen in die Tasche greift, die ohnehin schon Schwierigkeiten haben, über die Runden zu kommen!

## Massive Lohnkürzungen

**Dank der Mobilisierung des Personals** und dem Ergreifen des Referendums musste der Staatsrat die jährlichen Erhöhungen zum 1. Januar 2026 gewähren. Allerdings gab es zum zweiten Mal in Folge keine Lohnindexierung.

Im SKfG und im PSKF hat die Regierung zusätzliche Lohnkürzungen für 2027 und 2028 vorgesehen: **Verschiebung der jährlichen Lohnerhöhungen auf den 1. September und Abschaffung der Lohnindexierung**. Die Einkommensverluste sind beträchtlich:

Funktion	Lohnklasse	Kumulierter Verlust über drei Jahre (2026 - 2028)
Reinigungspersonal	6	5'622 CHF
Strassenwärter/-in	8	6'030 CHF
Verwaltungssachbearbeiter/-in	14	7'458 CHF
Fachfrau/-mann für Justizvollzug, Wildhüter/-in und Fischereiaufseher/-in	15	7'730 CHF
Pflegefachfrau/-mann	17	8'252 CHF
Lehrer/-in OS	22	9'853 CHF
Berufsfachschullehrer/-in	23	10'179 CHF

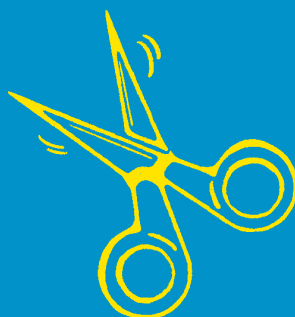
## Des coupes salariales massives

**Grâce à la mobilisation du personnel** et au lancement d'un référendum, le Conseil d'Etat a dû octroyer les augmentations annuelles au 1er janvier 2026. Par contre, pour la seconde année consécutive, l'indexation des salaires a été nulle.

Dans la LAFE et le PAFE, le gouvernement a prévu des coupes salariales supplémentaires pour 2027 et 2028 : **report des augmentations annuelles** au 1er septembre, et **suppression de l'indexation des salaires**. Le manque à gagner est considérable :

Fonction	Lohnklasse	Perte cumulée sur 3 ans (2026-2028)
Employé-e de nettoyage	6	5'622 CHF
Cantonnier	8	6'030 CHF
Collaborateur administratif	14	7'458 CHF
Agent de détention, garde-faune	15	7'730 CHF
Infirmier/-ière	17	8'252 CHF
Enseignant au CO	22	9'853 CHF
Maître professionnel	23	10'179 CHF

**NON!**  
**À LA LAFE**  
le 26 avril non-lafe.ch



**NEIN!**  
**ZUM SKfG**  
am 26. April skfg-nein.ch